

PROJEKT

Justitia^{4.0}

Présentation en **Français**

Canal 1: Allemand

Canal 2: Français

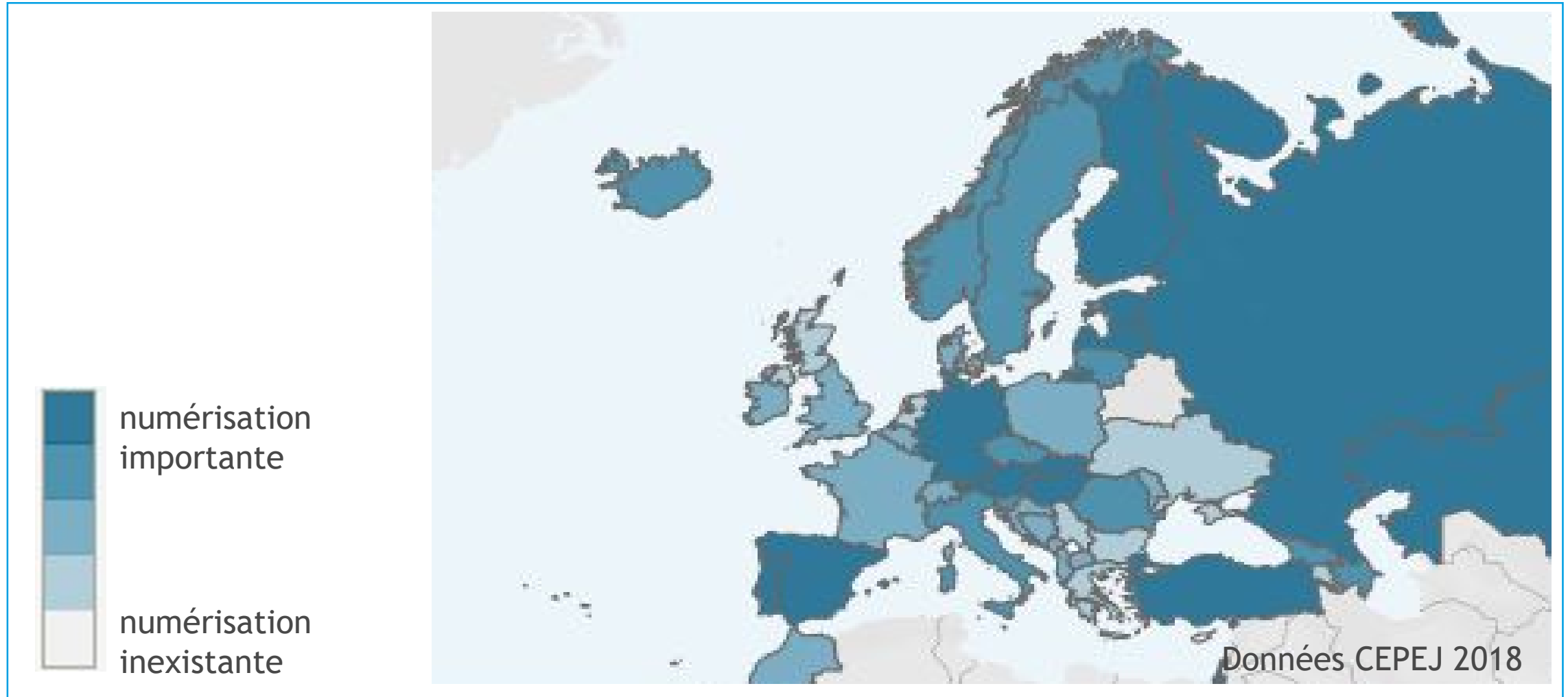
PROJEKT

Justitia^{4.0}

Introduction Direction générale du projet

4 novembre 2021 / Equipe Justitia 4.0

Numérisation de la justice - la Suisse en comparaison internationale



Numérisation de la justice - situation actuelle en Suisse

Bases légales pour la communication électronique dans le domaine judiciaire (CEJ)

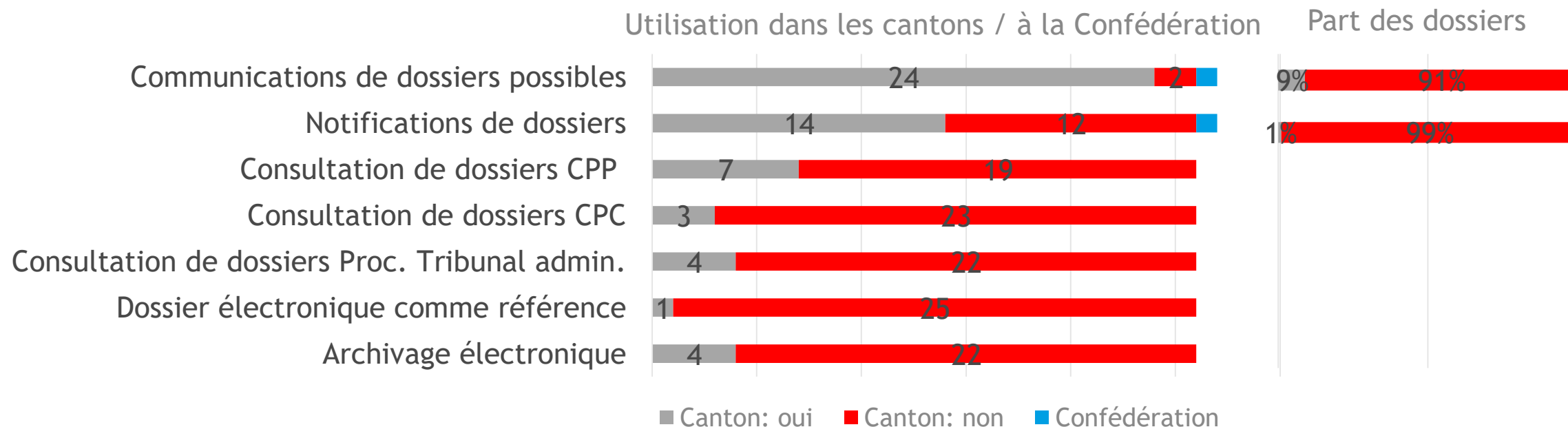
 **Procédures civiles et pénales:**
en vigueur dans tous les cantons et au niveaux fédéral

 **Juridiction administrative:**
en vigueur dans 4 cantons et au niveau fédéral

Baromètre eJustice 2021

Numérisation de la justice - situation actuelle en Suisse

Recours au dossier électronique dans les cantons et à la Confédération



Baromètre eJustice 2021



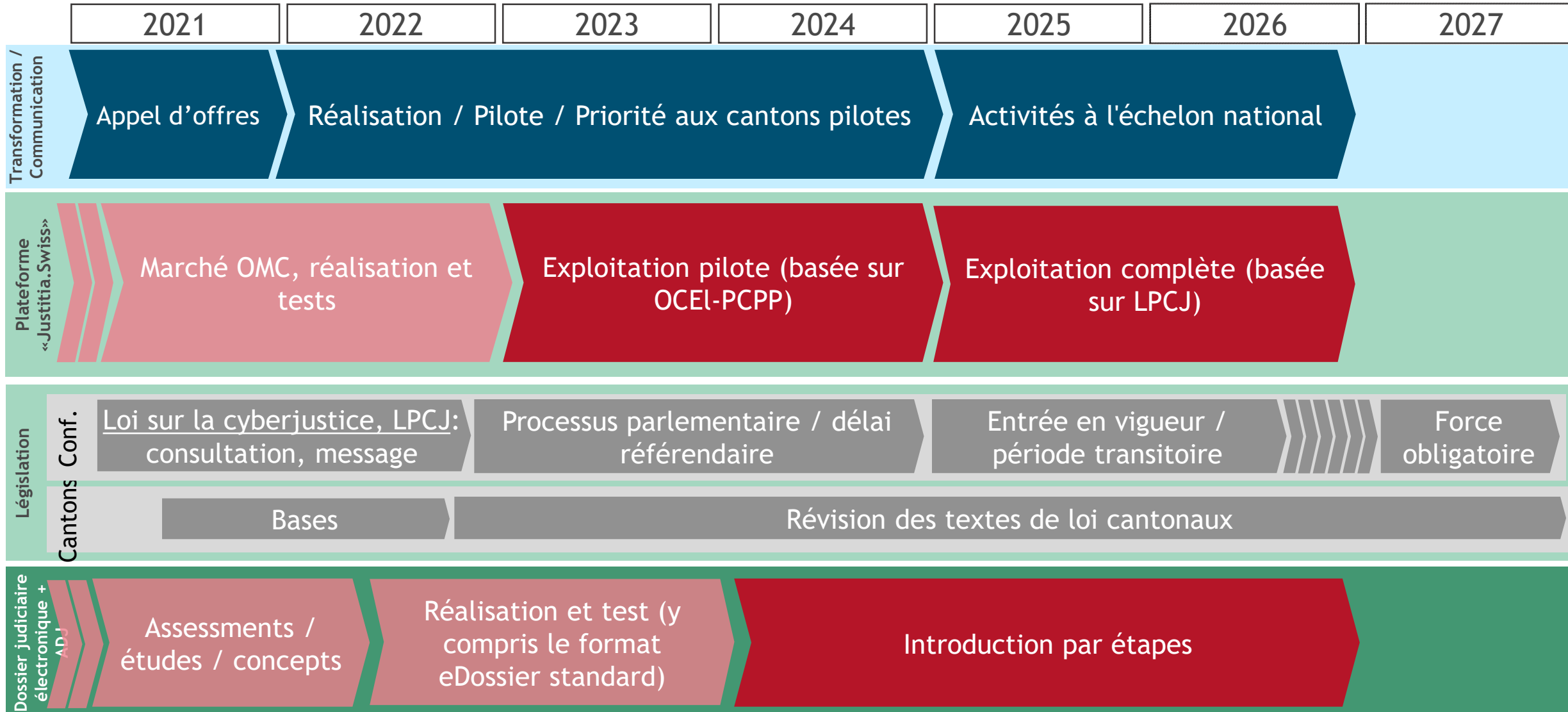
PROJEKT
Justitia 4.0

GEMEINSAM ÜBERZEUGT AUF DEM WEG ZUR SICHEREN DIGITALEN JUSTIZ

AVANÇONS ENSEMBLE ET D'UN PAS DÉCIDÉ VERS UNE JUSTICE NUMÉRIQUE SÛRE

PROSEGUIAMO INSIEME CON PASSO DECISO IL CAMMINO VERSO UNA GIUSTIZIA DIGITALE SICURA

Plan directeur Justitia 4.0



Etat J40

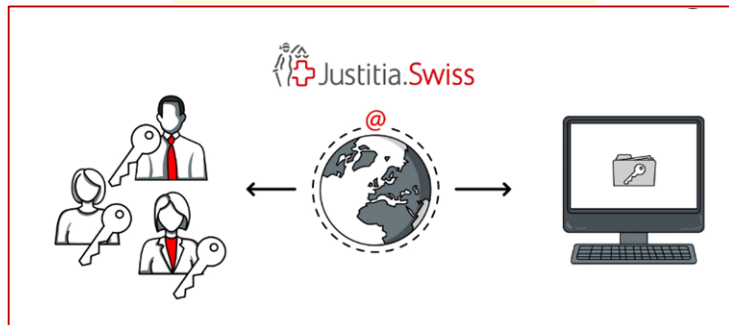
J4.0

Constitution de l'équipe Justitia 4.0



Nos projets partiels

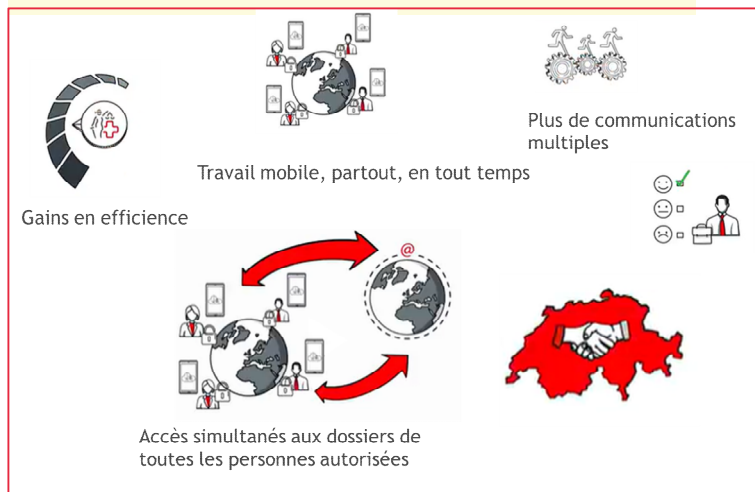
Projet partiel 1: plateforme



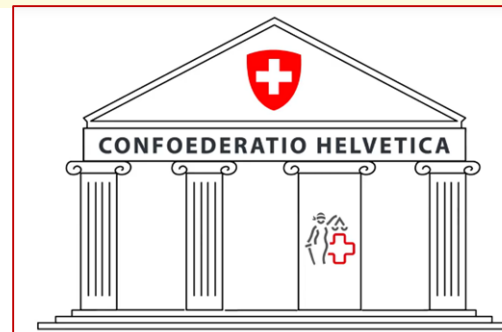
Projet partiel 2: application Poste de travail ADJ



Projet partiel 3: transformation









Droit et communication



Transformation numérique – développement de l'organisation

- ┌ Pas de projet informatique isolé
- ┐ Développement de l'organisation, avec changement culturel
- ┌ Changement de la posture de base - état d'esprit
- ┌ Changement des processus de travail et méthodologies
- organisation et individu
- ┐ Mise en œuvre par les cadres et organes de direction
- ┌ Justitia 4.0 fournit des modules - à l'instar des projets HIJP

Prestations propres des cantons

-  Equipement des postes de travail et salles d'audience
-  Numérisation et changement de support
-  Législation
-  Informatique: applications spécialisées et infrastructure informatique
-  Transformation numérique
-  Planification financière des cantons et autorités judiciaires



PROJEKT
Justitia 4.0

GEMEINSAM ÜBERZEUGT AUF DEM WEG ZUR SICHEREN DIGITALEN JUSTIZ

AVANÇONS ENSEMBLE ET D'UN PAS DÉCIDÉ VERS UNE JUSTICE NUMÉRIQUE SÛRE

PROSEGUIAMO INSIEME CON PASSO DECISO IL CAMMINO VERSO UNA GIUSTIZIA DIGITALE SICURA



PROJEKT

Justitia^{4.0}

**Plateforme «Justitia.Swiss» Base solide
et sûre pour la communication
électronique dans le domaine judiciaire
et la consultation des dossiers en ligne**

4 novembre 2021 / Equipe Justitia 4.0

Contenu

- Apprendre des autres
- Bases: principes directeurs Justitia 4.0
- Transactions de base: communication électronique dans le domaine judiciaire (CEJ) et consultation en ligne des dossiers (CDL)
- Bases légales
- Propres prestations: vos contributions
- Prochaines étapes

Apprendre des autres: Europe



Allemagne

Consultation en ligne des dossiers: depuis 2016 (terminal) resp. depuis 2019 par une plateforme

Comm. él. dans le domaine judiciaire: depuis 2004, avec tendance haussière

Plusieurs infrastructures distinctes

Apprendre des autres: Europe



Autriche

Consultation en ligne des dossiers: depuis des années

Comm. él. dans le domaine judiciaire: depuis 1990, actuellement 15 mio. notifications / an (20 mio. EUR frais de port)

Plusieurs infrastructures distinctes

Apprendre des autres: Europe



Danemark

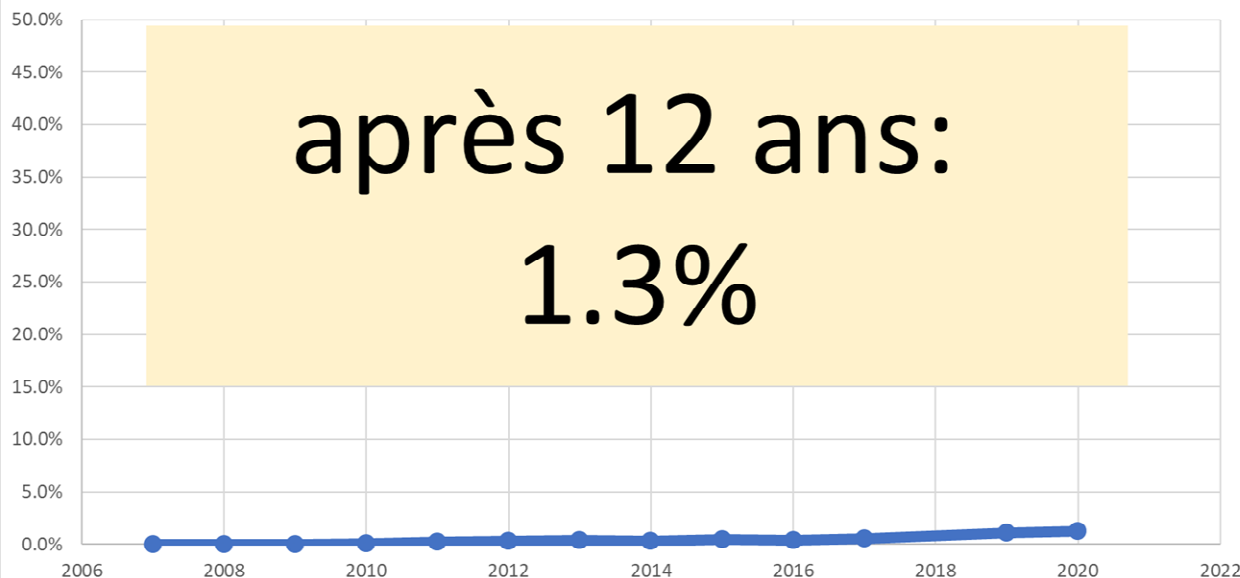
Chaque citoyen a un «compte citoyen» pour toute la vie. Y c. boîte postale (pour la justice) depuis de nombreuses années.

1 infrastructure, pour la justice et plus!

Expérience en CH

Nombre de recours déposés par voie électronique au Tribunal fédéral depuis 2007

après 12 ans:
1.3%



Suisse

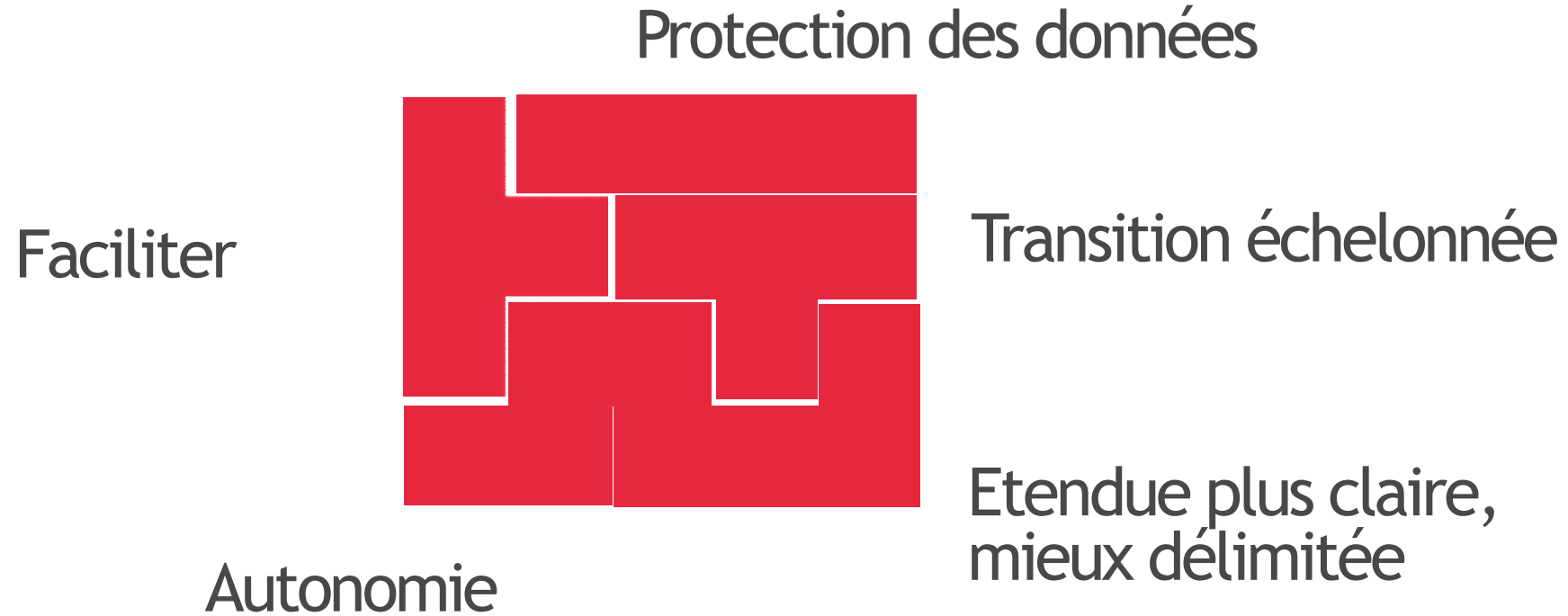
Consultation des dossiers en ligne et communication électronique dans le domaine judiciaire:

Jusqu'à aujourd'hui, peu utilisé.

Conclusion: future plateforme «Justitia.Swiss»

Une plateforme (nationale)
pour la CEJ et la consultation
en ligne des dossiers

Principes directeurs de la plateforme



Principes directeurs généraux: faciliter!

Principe directeur 1:

L'accès à la justice est facilité.

Principe directeur 2:

De manière globale:

- toutes les procédures: civiles, pénales et administratives
- toutes les autorités judiciaires: tribunaux et ministères publics

Principes directeurs généraux: autonomie est maintenue!

Principe directeur 3:

Les processus internes ne sont ni prescrits ni définis.

Principe directeur 4:

Les autorités judiciaires compétentes possèdent la maîtrise des données.

Principe directeur 6:

Pas de traitement de documents sur la plateforme.

Les autorités judiciaires compétentes octroient les droit d'accès.

Etendue plus claire, mieux délimitée!

Principe directeur 5:

Pas d'application de gestion des procédures à l'échelon national

Principe directeur 8:

Les solutions informatiques disponibles (applications métier) sont complétées (ADJ), des modifications des interfaces sont nécessaires.

Transition échelonnée!

- **Principe directeur 7:**
Tous les acteurs de la procédure travaillent dans leur propre infrastructure informatique.
- **Principe directeur 9:**
En principe, pas de nécessité de modifier les processus internes.
- **Principe directeur 11:**
Rétrocompatibilité des interfaces dans une mesure raisonnable.

Aucun compromis en matière de sécurité et de protection des données!

-  **Principe directeur 10:**
La protection des données est garantie.




Vidéo Transactions de base



<https://www.youtube.com/watch?v=V6iT2J4lOHc>

Bases légales et prescriptions

Nous prenons déjà en compte dans la planification et le développement de la plateforme les réglementations légales actuelles et futures.

-  Avant-projet de loi LPCJ: consultation terminée
-  Guide du «groupe d'experts Justitia 4.0 Droit» pour la législation cantonale
-  Phase pilote selon planification du projet se fondant sur la législation existante

Utiliser la plateforme – propres prestations

Assurer la connexion technique

Accès web ou intégration de l'application métier / ADJ par le biais d'une interface

Assurer la sécurité informatique (technique et organisationnel)

Réception/envoi de courrier numérique

Formation et sensibilisation

Plateforme Justitia.Swiss – état actuel et prochaines étapes

2021

2022

2023

Journée de l'industrie Justitia 4.0

Options exploitants (tech.) étatiques

Phase 1:
préqualification

Phase 2:
offre

Réalisation et tests

Pilote

- 2 lots: développeur + exploitant (tech.)
- Procédure à 2 niveaux («sélective»)

- Réalisation d'une version de base pouvant être ajustée
- Mise en place de l'organisation opérationnelle (gouvernance)
- Définition test et partenaires pour les pilotes



PROJEKT
Justitia 4.0

GEMEINSAM ÜBERZEUGT AUF DEM WEG ZUR SICHEREN DIGITALEN JUSTIZ

AVANÇONS ENSEMBLE ET D'UN PAS DÉCIDÉ VERS UNE JUSTICE NUMÉRIQUE SÛRE

PROSEGUIAMO INSIEME CON PASSO DECISO IL CAMMINO VERSO UNA GIUSTIZIA DIGITALE SICURA



PROJEKT

Justitia^{4.0}

Poste de travail électronique: vers le poste de travail du futur

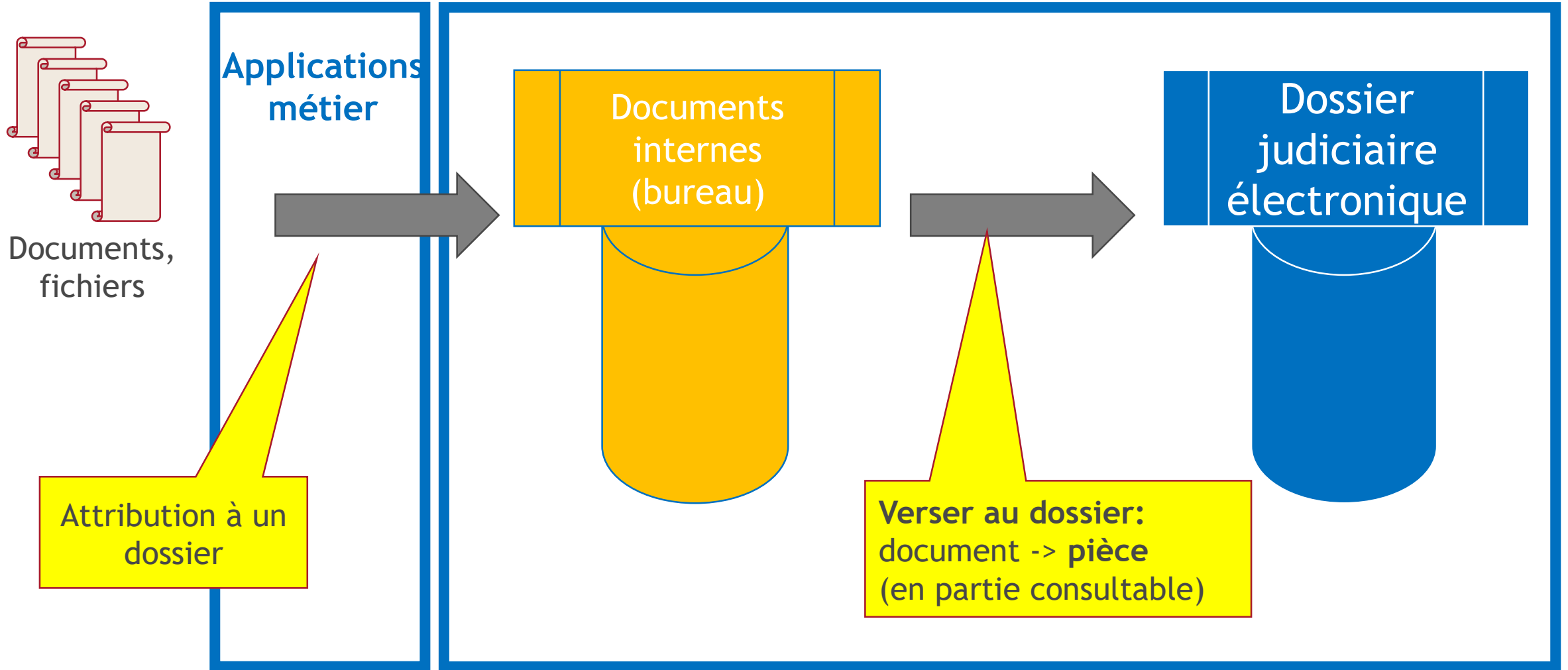
4 novembre 2021 / Equipe Justitia 4.0

Introduction



Qu'est-ce qu'un poste de travail électronique?

Dossier électronique



Documents,
fichiers

Applications
métier




Documents
internes
(bureau)

Dossier
judiciaire
électronique

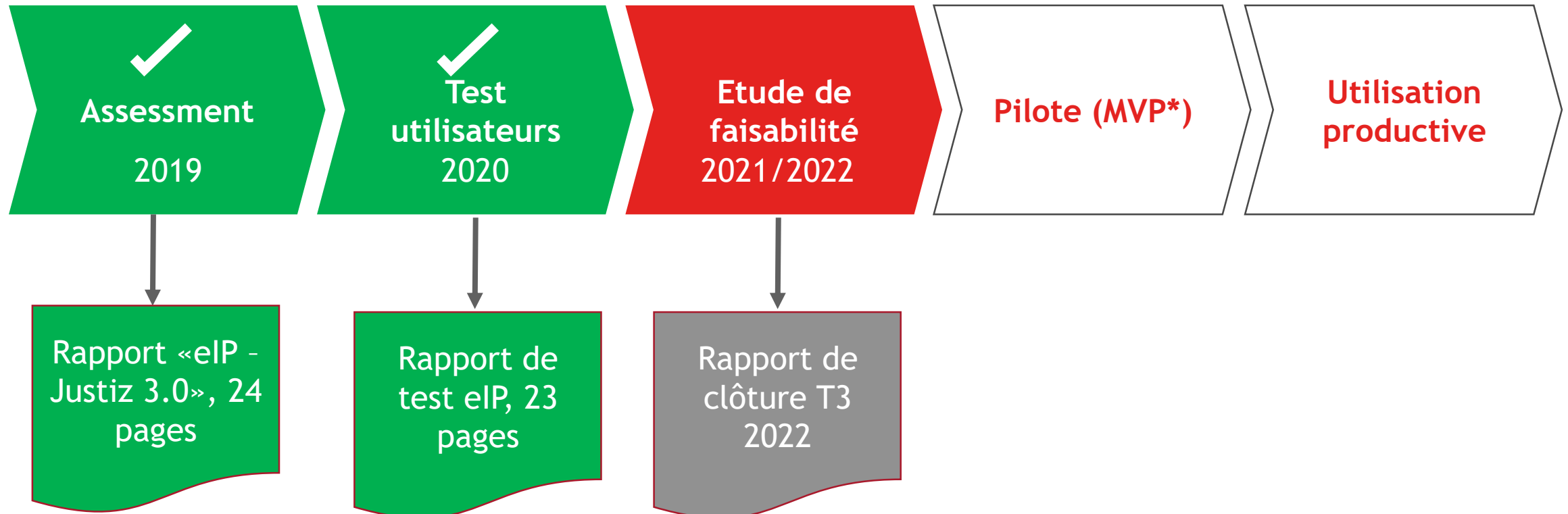
Attribution à un
dossier

Verser au dossier:
document -> pièce
(en partie consultable)

Démarche: évaluation de ce qui existe

-  Evaluation de ce qui existe, par ex.
 - Poste de travail électronique en Autriche (eIP-AT)
 - Poste de travail électronique Bâle-Ville
 - Poste de travail électronique Tribunal fédéral
 - Poste de travail électronique Bade-Wurtemberg (VIS-Justiz)
-  Analyse des exigences des groupes d'experts
-  Sondage(s) sur le poste de travail électronique pour la justice dans les cantons

Poste de travail électronique pour la justice AT (eIP): étapes précédentes / futures



Etude de faisabilité: état actuel et prochaines étapes

Phase 1: Analyse et conception (ateliers techniques et métier)

- GE: ateliers ont eu lieu en octobre, résultats sont positifs
- BE, AG: dates pour des ateliers sont agendées
- Fin prévue des travaux : fin 2021

Phase 2: «Proof of Concept» (y c. travaux d'intégration technique)

- Intégration partielle avec des applications métier existantes (Juris, Tribuna, ...)
- Fin prévue des travaux: Q2 / 2022

Phase 3: Synthèse et plan (y c. recommandation GO/NO-GO pour pilote)

- Rapport comme base décisionnelle, y compris estimation des finances
- Fin prévue des travaux: Q3 / 2022

Sondage sur le poste de travail électronique pour la justice

Rempli par les tribunaux et ministères publics de chaque canton et de la confédération.

Le questionnaire était divisé en 4 parties:

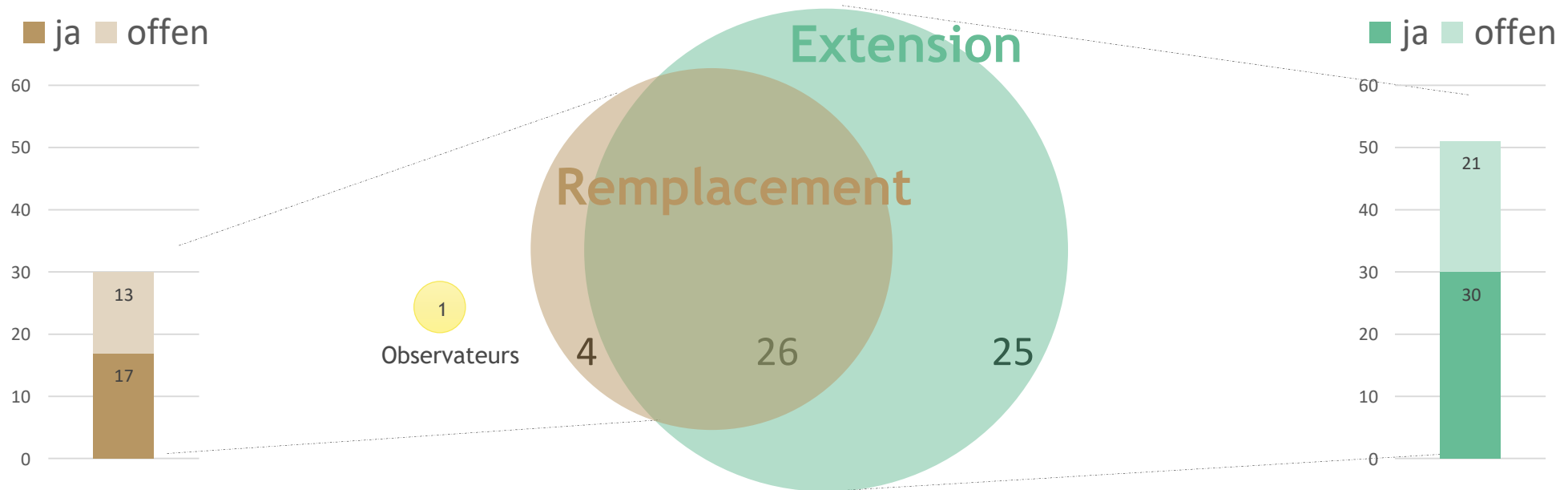
1. **Quelles fonctions** souhaitez-vous mettre à disposition de vos utilisatrices et utilisateurs pour la transition vers le dossier entièrement électronique?
2. **Quand** souhaitez-vous déployer ces fonctions? Dans 3, 5 ou 10 ans?
3. **Quelle stratégie** suivez-vous pour mettre à disposition les fonctions souhaitées?
4. **Quel rôle** votre autorité judiciaire souhaite-t-elle jouer pour les options susmentionnées?

Sondage sur le poste de travail électronique pour la justice I

Implémentation d'une solution complète de poste de travail électronique,

Y c. remplacement des applications métier actuelles

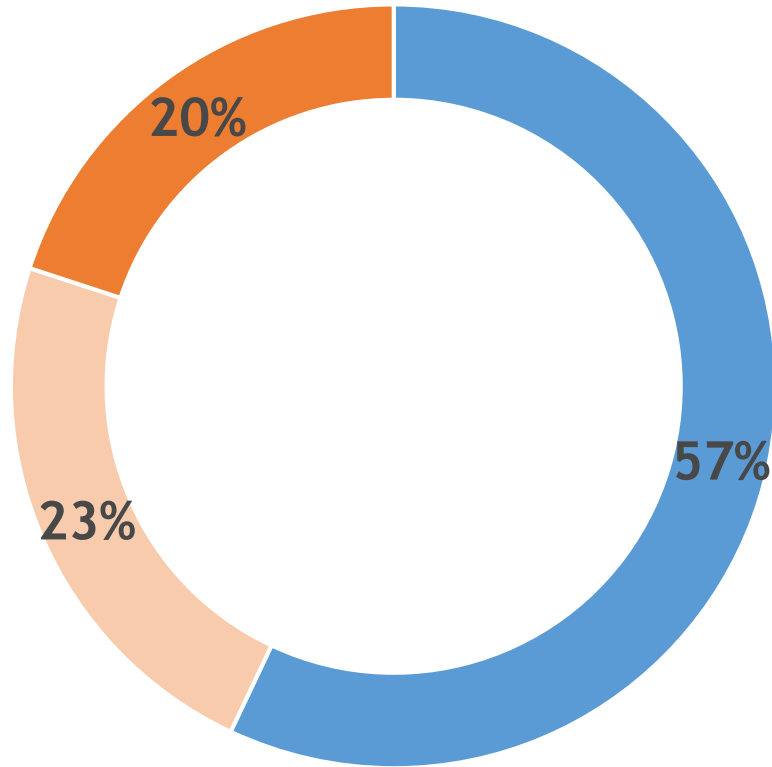
Sans remplacement des applications métier actuelles



90% des autorités judiciaires souhaitent ou sont ouvertes à l'idée d'un poste de travail entièrement électronique, sans remplacement des applications métier actuelles dans 5 ans.

Sondage sur le poste de travail électronique pour la justice II

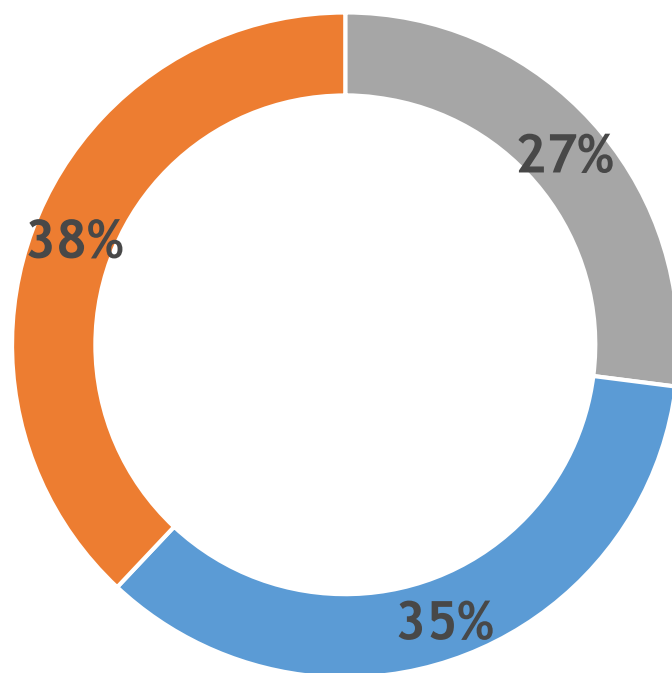
80% des autorités judiciaires souhaitent ou sont ouvertes à l'idée que Justitia 4.0 fournisse une solution dans 5 ans.



- Mise à disposition par J40 souhaitée
- Mise à disposition par les autorités judiciaires elles-mêmes (prio 1); év. par J40 (prio 2)
- Pas de mise à disposition par J40 souhaitée

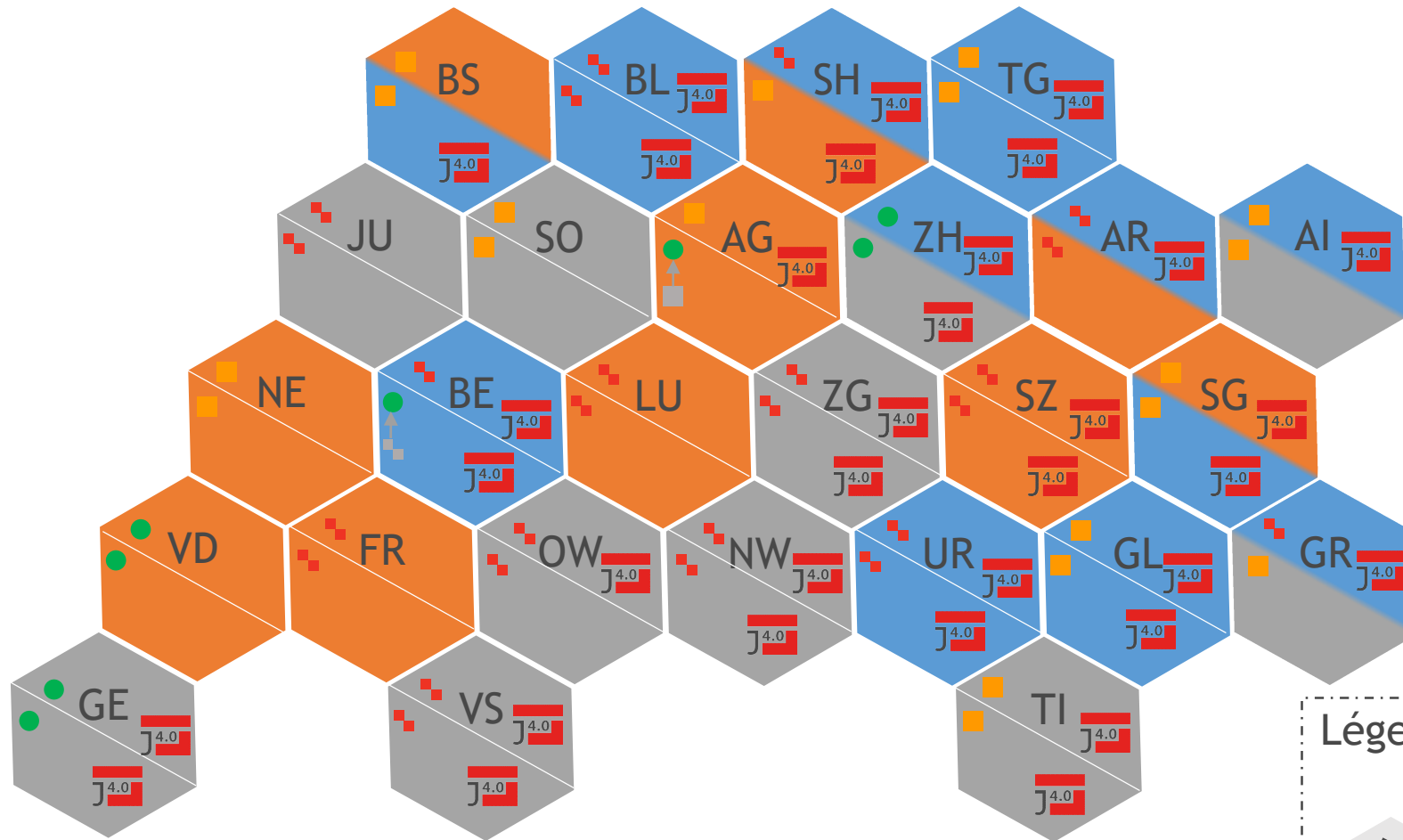
Sondage sur le poste de travail électronique pour la justice III

Environ 1/3 des autorités judiciaires souhaitent un hébergement de l'application et des données par J40 dans 5 ans, 1/3 souhaitent le réaliser elles-mêmes et 1/3 sont encore indécises.



- Hébergement des données et de l'application ouvert
- Hébergement des données et de l'application par J40
- Hébergement des données et de l'application par les autorités judiciaires elles-mêmes

Sondage sur le poste de travail électronique pour la justice IV



AJ de la Confédération

- TF
- TAF
- TPF
- MPC
-
-
-
- → ●

Légende

- Oui, hébergement par J40
- Non, hébergement par AJ
- Lieu d'hébergement ouvert
- pas de réponse
- Juris
- Tribuna
- Propre développement

Trib
MP

}

Etat J40



■ J4.0 Eléments de solution souhaités par J40

Axe directeur pour le poste de travail électronique

Caractéristique de la conception de l'offre

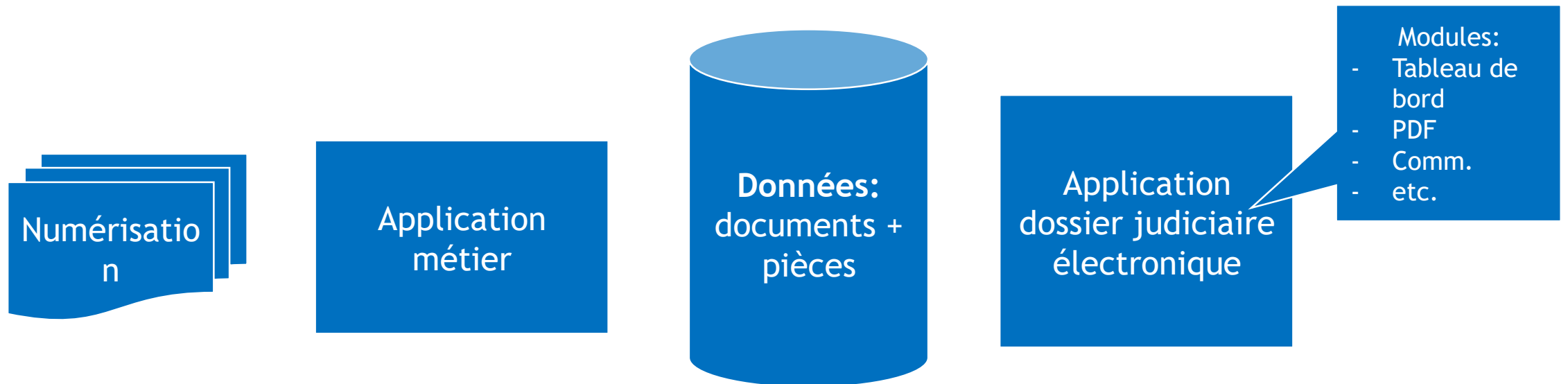
- Offre 1: poste de travail entièrement électronique, sans fonctions de l'application métier
- Offre 2: éditeur PDF pour la justice

(Compris dans la plateforme: interface ou accès web pour la communication avec la plateforme)

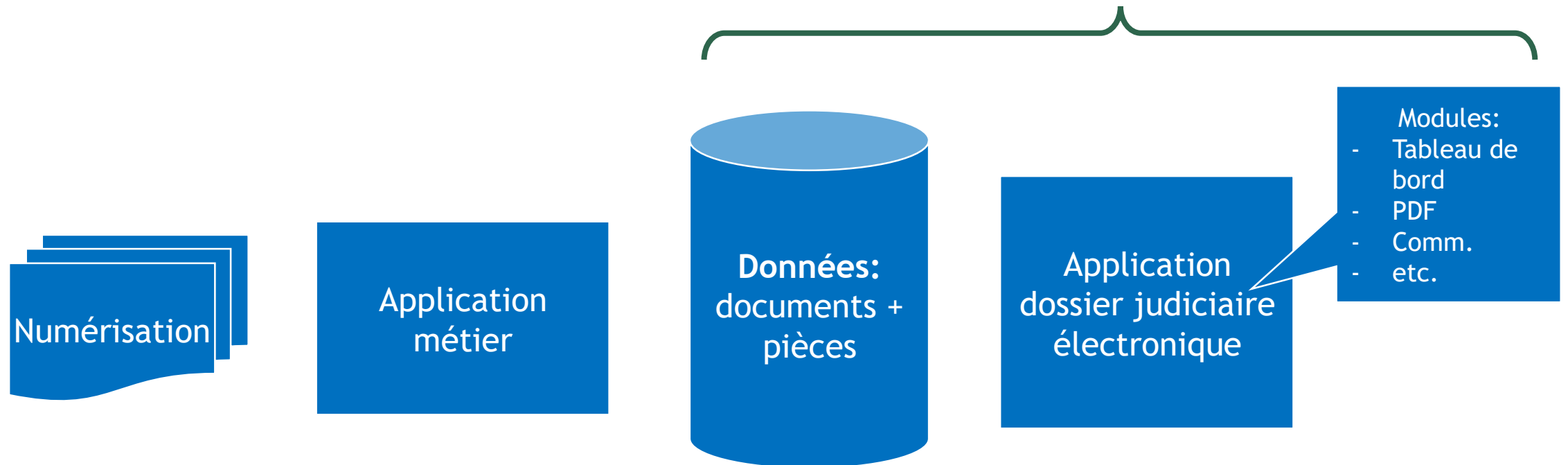
Caractéristiques de la gouvernance

- Hébergement de l'application auprès de l'autorité judiciaire ou comme service de la corporation de droit public
- Les diverses autorités judiciaires ont la **souveraineté sur les données**
- La protection et la sécurité des données sont assurées grâce à des mesures techniques appropriées
- Code aux mains de J40 ou des autorités judiciaires
- Acquisition par reprise du code ou par marché OMC (clarifications en cours)

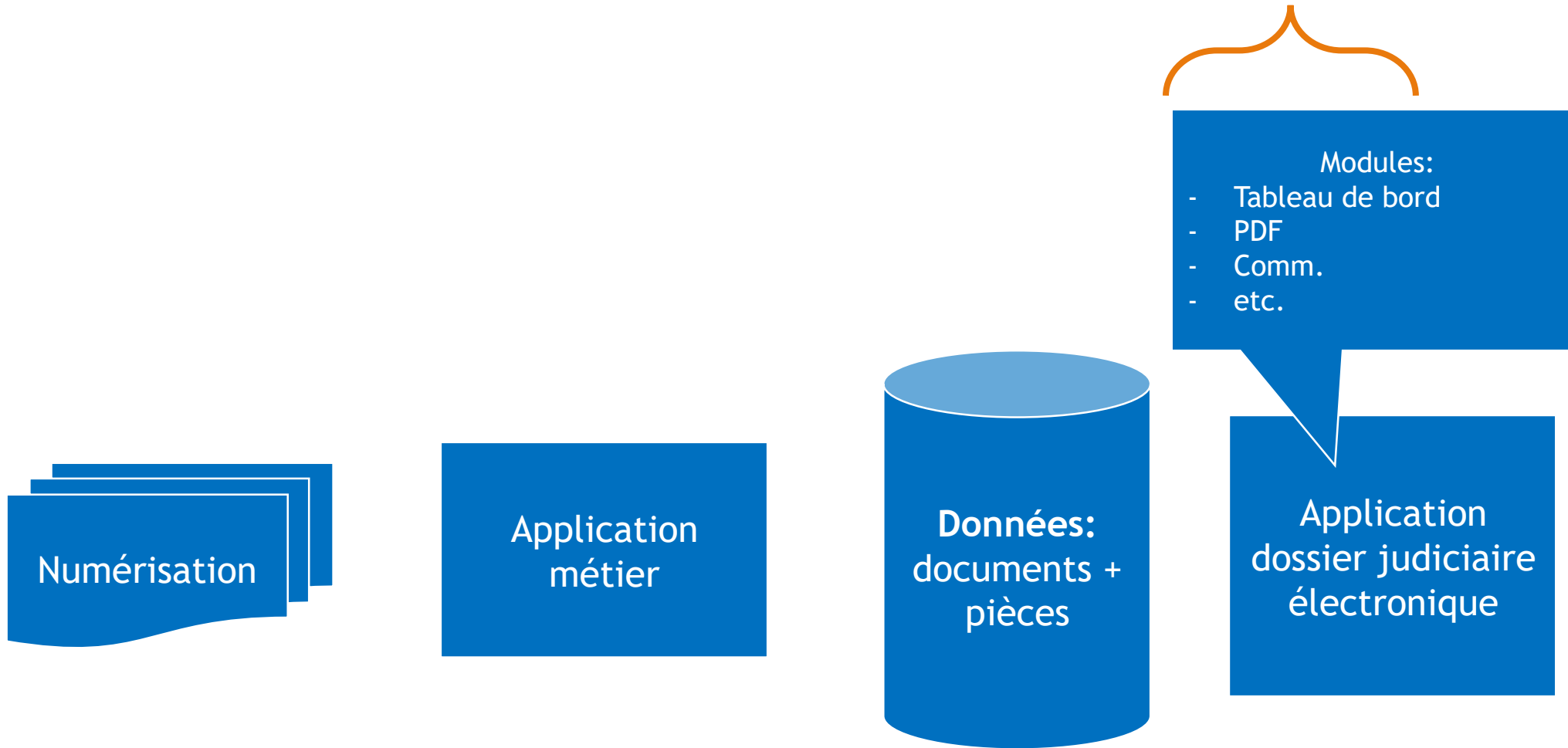
Composants d'une place de travail électronique









Offre 1: poste de travail électronique sans application métier



Offre 2: éditeur PDF pour la justice

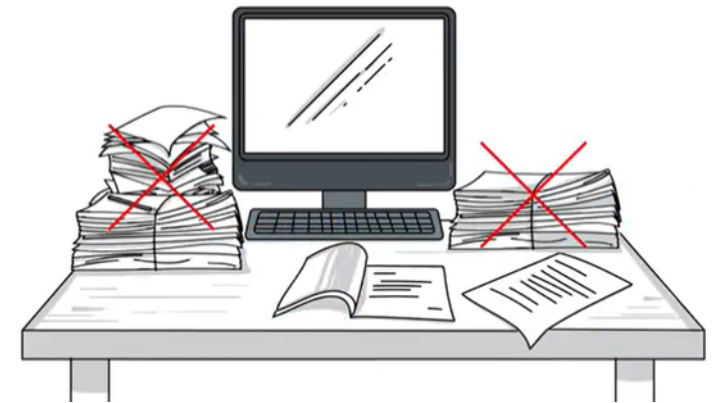


Fonctions centrales & avantages principaux du poste de travail électronique

-  Gestion des tâches directement à l'ordinateur
-  Traitement électronique des dossiers directement dans le programme d'édition (éditeur PDF): mise en évidence, ajout de notes, etc.
-  Recherche plein texte: la recherche peut être lancée dans tous les documents et pièces
-  Gestion électronique des documents
-  Réduction des frais de matériel de bureau; moins de ressources pour les copies et l'archivage
-  Tous les employés concernés peuvent accéder à tout moment et donc en même temps aux documents

Utiliser le poste de travail électronique au sein des autorités judiciaires

- Le dossier judiciaire électronique / l'application sont à disposition
- Les applications métier sont dans le poste de travail électronique et sont connectées à la plateforme
- Infrastructure ajustée
- Processus électroniques définis /
Tâches redéfinies
- Formations réalisées
Processus de transformation est suivi activement



Exigences au niveau légal

- En principe, pas de base légale nécessaire
- Révisions CPC et CPP: le dossier de référence est le dossier électronique
- Réglementation pour la numérisation de documents remis physiquement
- Révision autonome de la législation cantonale pour la juridiction administrative

Etapes suivantes

- Principes donnant les orientations générales par Conférence de la justice (5.11)
- Approfondissement des offres principales par J40 (contenu, coûts J40 - autorités judiciaires, prix, modèle de coûts, etc.)
- Rédaction finale des principes ADJ
- Orientations par les MP relatives aux offres
- Dialogue avec les autorités judiciaires
- Décisions sur les principes et les offres à réaliser
 - CoPro (oct. + déc. 2021)
 - CoPil (première séance en 2022)
- Poursuite du dialogue avec les autorités judiciaires, y compris présentation des offres concrètes
- Commande par les autorités judiciaires à J40 (T3 2022)



PROJEKT
Justitia 4.0

GEMEINSAM ÜBERZEUGT AUF DEM WEG ZUR SICHEREN DIGITALEN JUSTIZ

AVANÇONS ENSEMBLE ET D'UN PAS DÉCIDÉ VERS UNE JUSTICE NUMÉRIQUE SÛRE

PROSEGUIAMO INSIEME CON PASSO DECISO IL CAMMINO VERSO UNA GIUSTIZIA DIGITALE SICURA

Utilisation du poste de travail électronique

Plaidoyer pour une justice numérique
sur la base d'un exemple allemand
notamment dans la justice du Bade-Wurtemberg

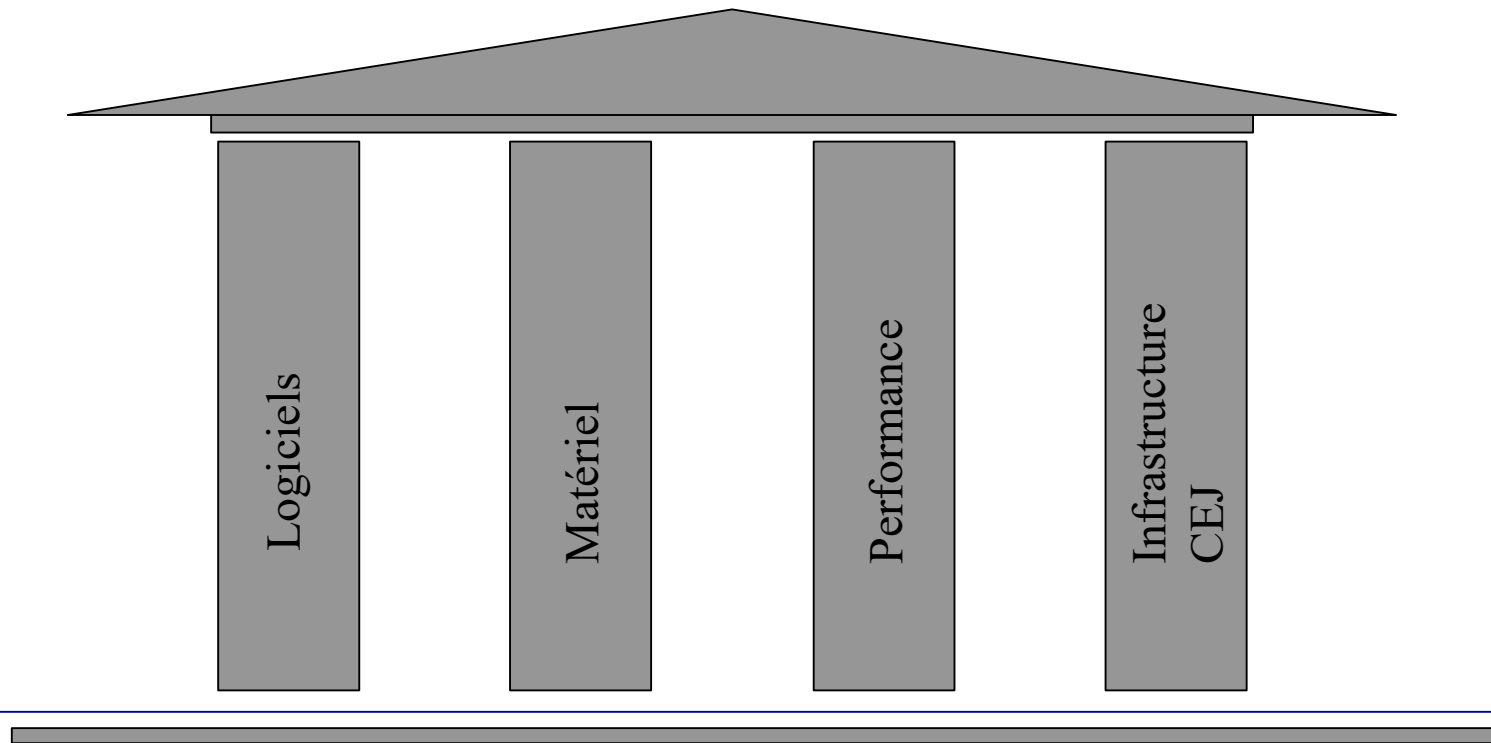


PROJEKT
Justitia^{4.0}

La question n'est pas: la numérisation, oui ou non? La question est qui peut monter à bord du train en marche et à quelle vitesse.

*Thomas Ulrich,
Directeur régional et responsable Wealth Management de la
région zurichoise pour UBS, président de l'association
zurichoise des banques*

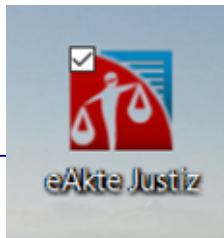
Poste de travail électronique pour la justice



Poste de travail électronique pour la justice



**Solution *logicielle* pour le dossier électronique
(et également pour le dossier électronique des
autres participants comme les avocats et
autorités)**



Fonctionnalités, ergonomie, ubiquité

Poste de travail électronique pour la justice



Matériel

- **au bureau**
- **dans la salle d'audience**
- **à l'extérieur sur place**

Productivité, ergonomie, «mettre le paquet»

- **Nouvel environnement de travail:**

- ▶ Tous les postes de travail au bureau avec deux écrans 24’’
- ▶ Lenovo Notebook Yoga X1 pour les décideurs
- ▶ Mini-PC pour les unités de service, évtl. maintien du parc informatique actuel
- ▶ Bureaux réglables en hauteur
- ▶ Transformation des salles d’audience et des délibérations conf. au concept de visualisation

Tribunal administratif de Sigmaringen

Grande salle d'audience



Tribunal administratif de Sigmaringen

Grande salle d'audience



Tribunal administratif de Sigmaringen

Grande salle d'audience



Tribunal administratif de Sigmaringen

Grande salle de réunion/délibérations



Tribunal administratif de Sigmaringen

Bureau des juges



Poste de travail électronique pour la justice



Performance

- réseau interne
- réseau externe (télécoms)
- tous les composants (switchs, serveurs, bases de données)

Poste de travail électronique pour la justice



Infrastructure CEJ

- **Solution de portail**
- **Voies de transmission**
- **Exigences pour les signatures**

Caractère approprié des volumes de données, simplicité, standards

Plus-value du dossier électronique 1

- Accès VPN
(tous les juges, accès à distance au dossier électronique, applications métier et suite Office possible depuis le Wi-Fi privé)
- Mobilité
- Pas de dossier «égaré»
- Plusieurs personnes peuvent travailler en même temps sur un dossier
- Une recherche peut être effectuée dans les dossiers
- Reprise des dossier/rappels qui fonctionnent (première fois)
- Outils structurels

Plus-value du dossier électronique 2

- Si tout est réalisé, plus rapide
- Suivi; état
- Programmes d'aide
- Dès réception au tribunal, visible pour tous
- Pas de recherche postale
- Consultation des dossiers plus simple?
- Visualisation (public; place de travail électronique du juge)

Plus-value du dossier électronique 3

- Accessibilité
- Suppléance (plus besoin de concertation)
- Pagination
- Favoris
- Dossiers laissés sur le bureau
- IA

Inconvénients resp. défis

- ▶ Délibération au tribunal collégial
(tous les juges, accès à distance au dossier électronique, applications métier et suite Office possible depuis le Wi-Fi privé)
- ▶ Agir sur place lors d'une inspection locale
- ▶ Performance!
- ▶ Dépendance de la technique
- ▶ Poste de réception du courrier
- ▶ Domaine des services de support
- ▶ L'activité juridique n'est plus le contenu principal –
attention portée sur la technique
- ▶ Support technique (sur place)
- ▶ Exigences conc. les signatures trop compliquées (sign. él. qualifiée; exigences de vérification, rapport de vérification)

Merci de votre attention!



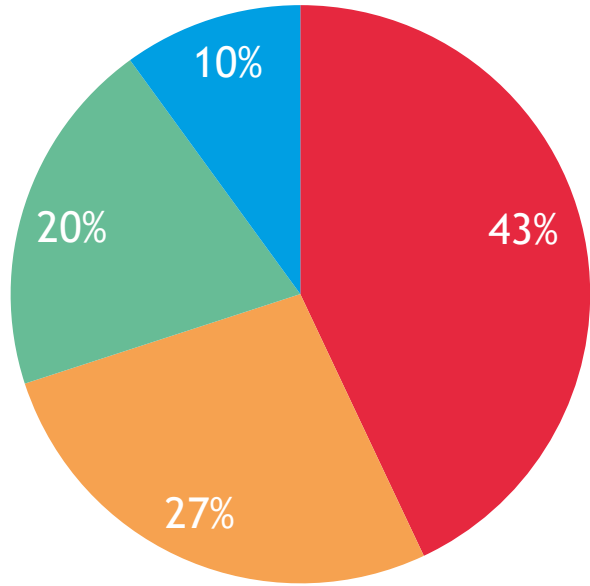
PROJEKT

Justitia^{4.0}

Comment réussir la transition numérique dans le domaine judiciaire?

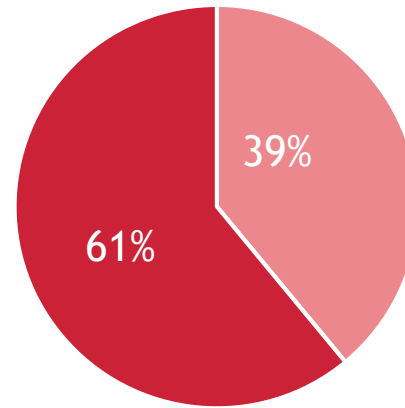
4 novembre 2021 / Equipe Justitia 4.0

Sondage baromètre du changement



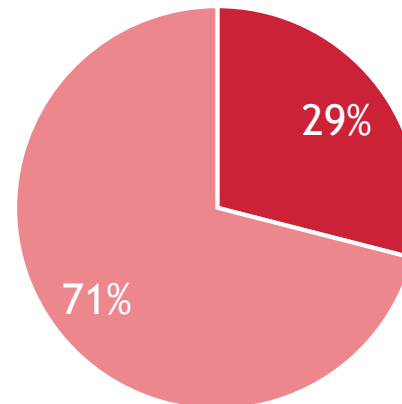
- Tribunaux
- Procureur général
- Avocats
- Autorités d'exécution des peines
- Directions de la justice

Résistance dans l'équipe



- Haut
- Bas

Soutien dirigeants



- insuffisante
- suffisant

Déroulement d'un changement – qu'est-ce que cela veut dire?



Je suis / l'organe de direction est prêt pour le changement



Je / l'organe de direction souhaite contribuer à façonner l'avenir et motiver mes/ses employées et employés en conséquence





Je / l'organe de direction commence et sais où trouver un soutien/appui

↳ **Façonner les changements – premières étapes**

- ↳ **Démontrer la nécessité du changement**
- ↳ **Orienter**
- ↳ **Composer une équipe du changement (Change-Team)**
- ↳ **Le processus de changement doit être porté par la hiérarchie**
- ↳ **Beaucoup d'énergie et une grande persévérance**

Nos prestations en votre faveur


 **Exposition itinérante**
Informer, demander et essayer
sur place chez vous

 **Ambassadeurs**
Les ambassadeurs soutiennent
le projet et votre organisation

 **Ateliers et modules**
Pour vous et vos
cadres

 **Site web Transformation**
Toutes les informations dont vous
avez besoin

 **Foire aux questions**
Réponses aux questions fréquentes
Interaction par un blog et des sessions
vidéo

 **Baromètre du changement**
Pour que nous sachions et que vous
sachiez où en sont les organisations et
comment nous pouvons optimiser nos
offres



Sondage Mentimeter – vos besoins?

www.menti.com

Code 1129 8610



Sondage Mentimeter (en direct)

De quoi ai-je besoin après cette présentation pour devenir une ou un leader du changement?

- Interlocuteur / sparring-partner de l'équipe Justitia 4.0
- Echange avec des leaders de changement expérimentés d'autres autorités/organisations
- Formation / coaching
- Rien
- Expositions itinérantes sur place
 - Oui, non
- Quels sont les contenus/thématique de modules d'atelier qui vous intéressent?
 - Comment gérer les résistances?
 - Comment instaurer une équipe de changement (Change-Team)?
 - Sparring-partner pour un premier état des lieux

Résumé – Quels sont les changements induits par la transition numérique?

- ┌ Changement culturel - changement d'état d'esprit
- ┐ Travail hybride et numérique
- ┌ Du dossier papier au dossier électronique
- ┌ Architecture informatique, modèles d'exploitation applications et données
- ┐ Acquisition et développement ultérieur
- ┌ Souveraineté sur les données reste la même (gouvernance)

PROJEKT

Justitia^{4.0}

Merci pour votre soutien

4 novembre 2021 / Equipe Justitia 4.0

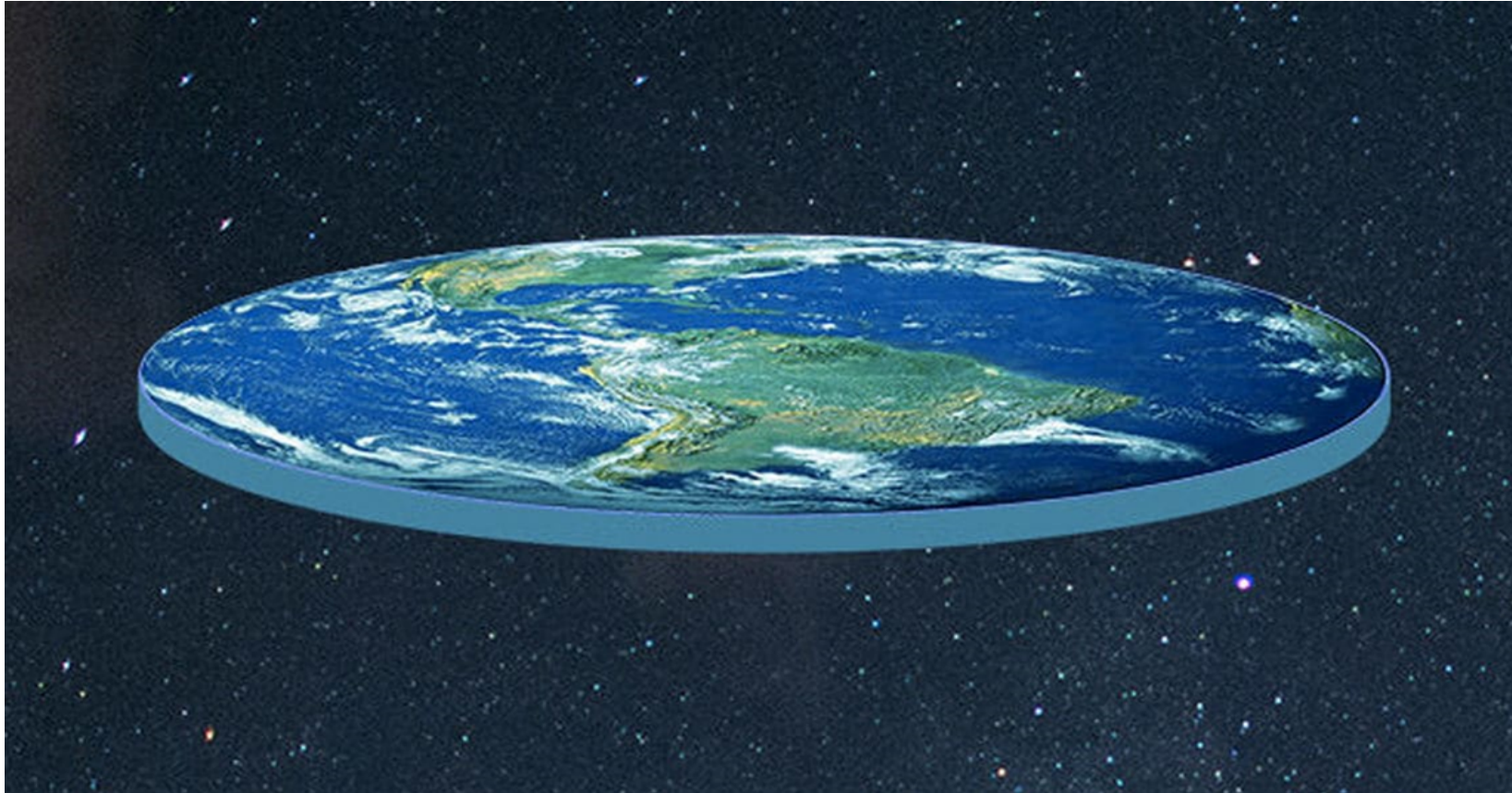


Gerichte des Kantons Basel-Landschaft

**Efforts en faveur de la
numérisation de la justice –
compte rendu**



**Gerichte des
Kantons
Basel-Landschaft**





Transformation numérique



Kanton Basel-Stadt



Vorlage an den Landrat

Titel: Bericht zum Postulat von Klaus Kirchmayr, Grüne Fraktion: "Justiz
– Umstellung auf die elektronische Akte" ([2014-208](#))

Datum: 27. September 2016

Nummer: 2016-295

Bemerkungen: [Verlauf dieses Geschäfts](#)



1^{er} mot-clé: coopération

- Initialisation Conférence de la Justice
- Alliance Tribuna (membre fondateur)
- Adhésion à Justitia 4.0
- Etude GEVER (avec LU et VS)



2^e mot-clé: petits pas

- 2^e écran
- Numérisation (scannage)
- Lecteur commun
- Transfert de fichier



2^e mot-clé: petits pas

- 2^e écran
- Numérisation (scannage)
- Lecteur commun
- Transfert de fichier



2^e mot-clé: petits pas

- 2^e écran
- Numérisation (scannage)
- Lecteur commun
- Transfert de fichier



Gerichte des
Kantons
Basel-Landschaft

3^e mot-clé: observer et attendre





PROJEKT



Justitia^{4.0}

- ADJ complète
- Plate-forme d'échange stockage à long terme des données



Gerichte des Kantons Basel-Landschaft



TRANSITION NUMÉRIQUE DE LA JUSTICE VAUDOISE

Valérie Midili

Secrétaire générale de l'Ordre judiciaire vaudois

1. Contexte
2. Stratégie
3. Planification
4. Enjeux

Organisation de la justice vaudoise

❑ **2 entités distinctes**

- ✓ Ordre judiciaire vaudois (OJV) autonome
- ✓ Ministère public (MP) indépendant de l'OJV

❑ **21 offices, répartis sur l'ensemble du canton**

- ✓ 16 autorités judiciaires rattachées à l'OJV
- ✓ 1 Ministère public central et 4 Ministères publics d'arrondissement

❑ **630 ETP au total**

- ✓ 177.6 ETP au sein du MP
- ✓ 452.4 ETP au sein de l'OJV
- ✓ ... qui compte également 637 magistrat·e·s non professionnel·le·s rémunéré·e·s par indemnités

Organisation du SI de la justice vaudoise

Application métier

- ✓ Solution propre, propriété de l'État de Vaud
- ✓ Utilisée par l'OJV et le MP

Direction SI

- ✓ Direction générale du numérique et des systèmes d'information (DGNSI)
- ✓ Section du SG-OJV dédiée à la collaboration avec la DGNSI

Gouvernance

- ✓ Schéma directeur adopté par les directions TC, MP et DGNSI
- ✓ Différents comités (stratégique, pilotage, tactique, opérationnel) et directions de projet avec représentant·e·s des trois entités

Financement de projets

- ✓ Via des crédits d'investissement, votés par le législatif cantonal

Évolution de la stratégie de planification et de demande de financement

Stratégie 2014-2019

Modernisation du SI Justice

Objectif

- ✓ Adaptations techniques et ergonomiques (préalable à la numérisation)

Contexte

- ✓ Stabilité et prévisibilité de l'environnement
- ✓ Vision claire des évolutions à réaliser (comment et combien)
- ✓ Planification des projets sur plusieurs années
- ✓ Financement obtenu sur la base d'une étude globale des projets envisagés

Stratégie 2019-2020

❑ Objectifs

- ✓ Poursuite de la modernisation du SI Justice
- ✓ Numérisation de la justice vaudoise d'ici à 2025
- ✓ Crédit d'investissement global

❑ Constat

- ✓ Nouveau contexte
 - Environnement en constante évolution
 - Inconnues quant aux solutions réalisées par Justitia 4.0
 - Planification macro
 - Etc.
- ✓ Stratégie à adapter en conséquence

Stratégie 2021

Objectifs

- ✓ Poursuite de la modernisation du SI Justice
 - Réalisations à faire
- ✓ Numérisation de la justice vaudoise d'ici à 2025, en deux étapes
 1. Poursuite des études, réalisation de pilotes
 2. Réalisations

Demandes de financement, en deux étapes

Plateau projet pour la durée du programme, pérennisé ensuite

Stratégie commune OJV-MP-DGNSI

Février 2020 – 1^{er} crédit d'étude

2022-2024 – 1^{re} phase

Printemps 2022

- ✓ Adoption du crédit d'investissement par le législatif cantonal

2022-2024

- ✓ Poursuite des études de numérisation de la justice et réalisation de pilotes
 - Dématérialisation des processus
 - Réalisation du dossier judiciaire électronique vaudois
 - Intégration du SI Justice VD à la plateforme « Justitia.Swiss »
 - Échanges de données au sein de la chaîne pénale (norme eCH51)
 - NewVostra – Casier judiciaire

2023-... – 2^e phase

2023

- ✓ Demande d'un 2^e crédit d'investissement au législatif cantonal

2023-2024

- ✓ Poursuite des réalisations

2025

- ✓ Mise en production de la transition numérique du SI Justice

2025-...

- ✓ Poursuite de la numérisation du SI Justice

Défis

Change Management

- ✓ Accompagner le changement
- ✓ Répondre aux attentes et craintes des magistrat·e·s et collaborateur·trice·s
- ✓ Trouver des magistrat·e·s et collaborateur·trice·s pour le plateau projet ou comme répondant·e·s métier

Coordonner/aligner le projet aux développements effectués par Justitia 4.0 ou HIJP

Conduite agile du projet

- ✓ Pour réagir rapidement aux évolutions constantes

Délais ambitieux à respecter

Facteurs de réussite

❑ **Stratégie**

- ✓ Développée conjointement entre métier (OJV, MP) et informatique (DGNSI)

❑ **Collaboration**

- ✓ Avec les services de l'État impliqués (police, service pénitentiaire)
- ✓ Et les auxiliaires de justice (avocat·e·s)

❑ **Implication**

- ✓ Des magistrat·e·s et des collaborateur·trice·s

MERCI POUR VOTRE ATTENTION



Numérisation au sein du Ministère public de Saint-Gall

Berne

4 novembre 2021

Werner Weiler, responsable informatique du Ministère public

Numérisation au sein du Ministère public de Saint-Gall

Contenu

1. Objectifs / intentions
2. Résultats ponctuels
3. Défis



Numérisation au sein du Ministère public de Saint-Gall

Objectifs / intentions

1. Ancrage de la numérisation dans les stratégies
2. Développement de l'organisation
3. Rapprochement progressif vers un dossier électronique et méthode de travail adaptée en conséquence



Numérisation au sein du Ministère public de Saint-Gall

Résultats ponctuels

1. Etablissement de rapports par la police
2. Introduction de la signature numérique au sein de la Police cantonale
3. Numériser des cas volumineux à des fins de recherche / plusieurs utilisations en parallèle
4. Poursuites



Numérisation au sein du Ministère public de Saint-Gall

Défis

- La taille du projet dépasse nettement les ressources d'un seul office
- Développement organisationnel
- Un traitement global au niveau cantonal est impératif

